



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

-1-

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE

DREAL FRANCHE-COMTE
Unité Territoriale Centre
Antenne de Vesoul

ARRETE DREAL/2010 n° 1389

en date du 29 JUIL 2010

modifiant certaines conditions d'exploitation du Centre de Tri autorisé par l'arrêté préfectoral n° 2860 du 27 octobre 2008 autorisant une extension du centre de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés exploité par le SYTEVOM sur le territoire de la commune de NOIDANS-LE-FERROUX.

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU

- le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- les articles R.512-31 et R.512-33 du code de l'environnement ;
- le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du département de la HAUTE-SAONE, approuvé le 25 octobre 2000 ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 169 du 26 janvier 2004 autorisant le SYTEVOM à exploiter un centre de tri et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de NOIDANS-LE-FERROUX, modifié par l'arrêté préfectoral n° 1262 du 31 mai 2006 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2860 du 27 octobre 2008 autorisant une extension du centre de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés exploité par le SYTEVOM sur le territoire de commune de NOIDANS-LE-FERROUX ;
- la demande en date du 4 juin 2009 complétée par celles du 6 juillet 2009 et du 24 décembre 2009, par laquelle le SYTEVOM sollicite la modification de certaines conditions d'exploitation du centre de tri situé sur le site du Centre de Valorisation Energétique de NOIDANS-LE-FERROUX, visant à modifier la zone géographique de provenance des déchets recyclables ;
- le rapport et les propositions en date du 04 janvier 2010 de l'inspection des installations classées ;
- l'avis en date du 2 février 2010 du CODERST au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- le projet d'arrêté porté le 27 janvier 2010 à la connaissance du demandeur ;

1, RUE DE LA PREFECTURE - B.P. 429 - 70013 VESOUL CEDEX - TEL. : 03 84 77 70 00
Mél. : prefecture@haute-saone.pref.gouv.fr

HORAIRES D'OUVERTURE AU PUBLIC : du lundi au vendredi
Guichets : de 9 h 00 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 00 - Autres services : de 9 h 00 à 11 h 30 et de 14 h 00 à 16 h 30

CONSIDÉRANT

- que les conditions d'exploitation imposées à l'exploitant dans son arrêté d'autorisation d'exploiter du 26 janvier 2004 sont de nature à pallier les impacts éventuels de l'activité, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 512-1 du code de l'environnement ;
- que la modification de la zone de chalandise des déchets issus de la collecte sélective ne modifie pas l'impact de l'installation classée vis-à-vis des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement
- que la zone de chalandise après modification est compatible avec le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de HAUTE-SAONE ;
- que la totalité des refus de tri des déchets "importés" sera réexpédiée vers les départements concernés ou fera l'objet d'une compensation équivalente ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 :

Les prescriptions de l'article 37 de l'arrêté préfectoral n° 2860 du 27 octobre 2008 autorisant l'extension du centre de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés exploité par le SYTEVOM sur le territoire de la commune de NOIDANS-LE-FERROUX, sont modifiées comme il suit :

La première phrase de l'article 37 est complétée par une deuxième et une troisième phrases ainsi rédigées :

"Jusqu'au 31 décembre 2013, en cas de disponibilité de capacité de la chaîne de tri, et sous réserve de compatibilité avec les plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés des départements concernés, des déchets issus des collectes sélectives en provenance des ménages du "Pays de Montbéliard" dans le département du Doubs, et du département du "Territoire de Belfort" pourront être accueillis dans le centre de tri de Noidans-le-Ferroux dans la limite de 4 500 tonnes maximum par an. Les refus de tri qui en résultent seront retournés aux collectivités qui ont fourni les déchets à trier, ou bien feront l'objet d'une compensation équivalente dans la comptabilité des échanges."

Article 2 :

Les prescriptions de l'article 39 de l'arrêté préfectoral n° 2860 du 27 octobre 2008 autorisant l'extension du centre de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés exploité par le SYTEVOM sur le territoire de la commune de NOIDANS-LE-FERROUX, sont supprimées et remplacées par les prescriptions ci-après :

"ARTICLE 39. - DECHETS ADMIS

Les déchets admissibles sur le centre sont les déchets secs et non souillés en provenance des collectes sélectives des ménages ou des déchetteries du SYTEVOM. En cas de disponibilité de capacité de la chaîne de tri, et jusqu'au 31 décembre 2013, des déchets issus des collectes sélectives en provenance des ménages du "Pays de Montbéliard" dans le département du Doubs, et du département du "Territoire de Belfort" pourront être accueillis sous réserve de compatibilité avec les plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés concernés, dans la limite de

4500 tonnes par an.

Ils sont constitués de :

- cartons,
- papiers,
- bois,
- métaux,
- matières plastiques.

Sont interdits tous déchets n'appartenant pas aux catégories visées ci-dessus, en particulier :

- les ordures ménagères brutes,
- les déchets de volerie et espaces verts,
- les déchets dangereux y compris ceux des ménages,
- les déchets liquides ou pâteux,
- les déchets contaminés issus des activités médicales,
- les déchets présentant l'une au moins des caractéristiques suivantes :
 - déchets inflammables ou explosifs au sens de la directive 79/831/CEE du 18 septembre 1979,
 - radioactifs,
 - pulvérulents pouvant présenter des risques d'envol.

Article 3 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative du tribunal administratif de Besançon :

1. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié ;
2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 :

Le présent arrêté sera affiché en permanence et de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation. Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie de NOIDANS-LE-FERROUX par les soins du maire pendant un mois.

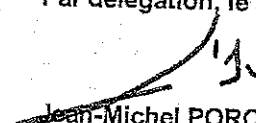
Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de NOIDANS-LE-FERROUX, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- aux maires des communes de NOIDANS-LE-FERROUX, VY-LE-FERROUX, RAZE, ROSEY et NEUVILLE-LES-LA-CHARITE ,
- à la direction départementale des territoires,
- à l'agence régionale de santé Franche-Comté,
- à la direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi,
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté à Besançon,
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté à Vesoul.

Vesoul, le 29 JUL 2010

Pour le préfet, le secrétaire général absent
Par délégation, le sous-préfet de LURE


Jean-Michel PORCHER